

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 25 juin 2025

Objet n° 32 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Hasan Koyuncu, Président du conseil; Mme Audrey Henry, Bourgmestre; M. Vincent Vanhalewyn, Echevin; Mme Justine Harze, Echevine; MM. Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Echevin; Mme Gudrun Willems, Echevine; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; M. Thomas Eraly, Echevin; M. Quentin Van Den Hove, Mme Angelina Chan, MM. Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, MM. Ibrahim Donmez, Sadik Koksal, Mme Leila Lahssaini, M. Yusuf Yildiz, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, M. Anton Schuurmans, Mme Farida Tahar, MM. Ufuk Narinc, Elias Ammi, Mmes Barbara Trachte, Isabelle Durant, M. Ahmed El bargeragei, Mmes Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, M. Yvan De beauffort, Mmes Chloé Deguide, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, MM. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Done Sonmez, M. Emin Ozkara, Mme Ayse Yigit, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement relatif à l'exploitation d'un établissements HoReCa - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la Directive européenne « Services » 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, notamment ses articles 9 à 15 relatifs à la liberté d'établissement;

Vu l'Ordonnance du 19 mai 2011 visant à transposer partiellement la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006, relative aux services en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la Nouvelle loi communale (ci-après dénommée « NLC »), notamment ses articles 117 et 119, son article 119 bis, son article 123, son article 133, son article 134 ter, son article 134 quater, et son article 135, § 2;

Vu les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953;

Vu la Loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances;

Vu l'Arrêté Royal du 28 février 1991 concernant les établissements soumis au chapitre II de la Loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances;

Vu la Circulaire du 3 mars 1992 relative à l'Arrêté royal du 28 février 1991 concernant les établissements soumis au chapitre II de la Loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances ;

Vu la Loi du 28 décembre 1983 sur la patente pour le débit de boissons spiritueuses;

Vu la Loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées;

Vu la Loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ;

Vu l'Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets;

Vu la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, modifiée par la Loi du 11 décembre 2023;

Vu l'Arrêté royal du 16 janvier 2006 fixant les modalités des agréments, des autorisations et des enregistrements préalables délivrés par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ;

Vu l'Arrêté ministériel du 8 août 2008 fixant les modalités particulières pour une notification en vue d'un enregistrement ou une demande d'autorisation et/ou d'agrément auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

Vu la Circulaire du 11 janvier 2023 relative aux agréments, autorisations et enregistrements préalables délivrés par l'AFSCA ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002, relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme du 16 mai 2024;

Vu l'Arrêté du 1^{er} décembre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion des déchets;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2020 garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité, et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier;

Vu le Règlement Général de Police commun aux 19 Communes bruxelloises;

Vu le Règlement fixant les redevances sur les services librement demandés et la délivrance de documents administratifs;

Vu le Règlement-taxe sur la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci ainsi que sur les conteneurs à déchets commerciaux ;

Vu le Règlement communal d'urbanisme ;

Considérant que le secteur HoReCa engendre des incidents qui perturbent la salubrité, la tranquillité, l'ordre et la sécurité publics ; que le présent Règlement tend donc à protéger l'intérêt général;

Considérant que la nature particulière du secteur HoReCa (accessibilité au public et dimension alimentaire) impose des exigences strictes en matière d'hygiène et de sécurité ; que les constats sur le terrain démontrent une méconnaissance de ces exigences et une rotation rapide des repreneurs sans mise en conformité préalable;

Considérant que les Communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité publique ; qu'il est dès lors nécessaire d'opérer une balance des intérêts entre sécurité des usagers de la voie publique (en ce

compris les lieux accessibles au public) et liberté d'entreprendre des commerçants locaux;
Considérant que la législation en matière HoReCa est pour le moins disparate avec la conséquence que de nombreux exploitants sont mal informés de leurs droits et obligations, ce qui rend difficile l'application de cette réglementation ; qu'il est alors nécessaire de disposer d'un cadre réglementaire spécifique sur l'exploitation d'un commerce HoReCa;
Considérant qu'il existe dès lors une nécessité impérieuse de professionnaliser le secteur ; qu'il convient ainsi de préciser de façon objective et dans un texte clair les conditions d'obtention d'une autorisation d'exploitation pour l'exploitation d'un établissement HoReCa, les obligations à respecter par les exploitants, ainsi que les sanctions applicables au niveau communal ; qu'au regard de cette autorisation d'exploitation, des contrôles pourront être menés indistinctement à l'égard de l'ensemble des établissements HoReCa;

DECIDE :

D'adopter le règlement de police relatif à l'exploitation d'un établissement HoReCa et d'en fixer le texte comme suit :

I. Objet du Règlement

Article 1^{er}

§1 Le présent Règlement a pour objet de fixer les règles administratives régissant l'exploitation d'un établissement HoReCa sur le territoire de la Commune de Schaerbeek.

§2 Il est interdit d'exploiter un établissement HoReCa sans autorisation écrite préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins. Les personnes habilitées sont chargées de faire respecter cette interdiction.

§3 Sont exclus du champ d'application du présent Règlement :

- Les dégustations occasionnelles;
- Les commerces ambulants;
- Les cantines scolaires et de crèches;
- Les cantines et restaurants réservées uniquement au personnel d'une entreprise, institutions publiques (exemples non limitatifs : hôpitaux, maisons de repos, ...);
- Les hébergements touristiques dont la restauration éventuelle est réservée uniquement à la clientèle séjournant dans l'établissement.

II. Définitions

Article 2

On entend par :

- **Autorisation d'exploitation HoReCa** : autorisation d'exploitation d'un établissement HoReCa délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins sans préjudice de l'obtention préalable d'un permis d'urbanisme et/ou d'une déclaration ou d'un permis d'environnement ou toute autre autorisation requise par une législation ou réglementation non visée par le présent règlement.
- **Établissement HoReCa** : établissement accessible au public ayant pour vocation, à titre principal ou accessoire, de préparer et de mettre à disposition du public, des produits de bouche (nourriture standardisée ou non standardisée) et/ou boissons (alcoolisées ou non) quels qu'ils soient, à consommer sur place et à emporter (exemples non limitatifs : restaurant, débit de boissons, commerce où il y a la possibilité sur place des boissons ou de la nourriture, frieterie, hébergement touristique avec restauration accessible au public, ...).
- **Les établissements Horeca** peuvent être groupés en différentes catégories définies ci-dessous :
 - Catégorie restaurant/brasserie/taverne : établissement où l'on sert une nourriture non standardisée préparée sur place, généralement par un chef cuisinier. L'établissement dispose entre autres, d'une cuisine entièrement équipée, ainsi que d'une salle comportant des tables et des chaises.
 - Catégorie snack (avec ou sans possibilité de consommer sur place) : établissement où l'on sert une nourriture standardisée préparée sur place ou non, des repas simples, légers et hâtifs (de l'anglais « snack » = « en-cas »), salés ou sucrés, froids ou chauds, à emporter ou à consommer sur place. Le critère de consommation sur place n'est pas déterminant (ex.: snack pitta-dürüm, hot-dog, sandwicherie, vente de glaces ou de gaufres,...).
 - Catégorie frieterie (avec ou sans possibilité de consommer sur place) : établissement dont l'activité principale consiste à frire divers aliments (ex. : frites, fricadelles, ...) pour consommation immédiate par le client.
 - Catégorie débit de boissons/bar/café : établissement où l'on sert principalement des boissons (alcoolisées ou non : bières, vins, spiritueux, softs,...) et accessoirement des snacks froids ou accompagnements.
- **HoReCa accessoire** : commerce où il y a la possibilité de consommer sur place boissons et/ou nourriture à condition que cette utilisation est accessoire à l'activité principale, qu'elle occupe une superficie de plancher inférieure à celle de l'activité principale et que les heures d'ouverture du commerce ne s'étendent pas au-delà de 20 heures. L'activité HoReCa est considérée ici comme accessoire de l'activité principale, de sorte que lorsque celle-ci prend fin, l'autorisation d'exploitation HoReCa devient caduque de plein droit.
- **HoReCa provisoire** : établissement HoReCa qui offre un espace de consommation de boissons et/ou de nourriture sur place et qui n'ouvre que pour une période déterminée (style pop-up store).
- **Dégustation occasionnelle** : vente ou distribution de nourriture et/ou de boissons au maximum 12 fois par an et pour une durée de 2 jours consécutifs maximum par un cercle, une société ou une association particulière, à l'exception des sociétés commerciales et des associations de fait à but lucratif ; la vente ou la distribution gratuite de nourriture et/ou boissons à l'occasion d'expositions ou d'évènements, pour toute la durée de l'exposition ou de l'évènement, quelle que soit la qualité de l'exploitant.
- **Consommation sur place** : consommation par la clientèle sur la superficie de l'établissement HoReCa exploitable commercialement (intérieur et/ou terrasse).
- **Hébergement touristique** : tout logement proposé pour une ou plusieurs nuits, à titre onéreux, de manière régulière ou occasionnelle, à des touristes ou des occupants de passage.
- **Commerce ambulant** : vente, offre en vente ou exposition en vue de la vente de produits et de services au consommateur, par un commerçant, effectuée en dehors de son établissement mentionné dans son immatriculation à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE), ou par une personne qui ne dispose pas d'un établissement de ce genre (exemples non limitatifs : marchés, brocantes, foodtrucks, ...).
- **Exploitant** : toute personne déléguée à la gestion journalière de l'établissement, exerçant collégalement, conjointement ou individuellement ses compétences, soit : le ou les administrateurs lorsqu'il s'agit d'une société ; le ou les administrateurs, le président, le directeur, le secrétaire ou le trésorier lorsqu'il s'agit d'une ASBL ; le ou la

personne concernée lorsque l'activité est exploitée par une personne physique.

- **Propriétaire** : personne physique ou morale propriétaire du local dans lequel s'exerce l'activité HoReCa.
- **Boissons fermentées** : les boissons telles que définies par les articles 4, 8 et 11 de la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées.
- **Boissons spiritueuses** : les boissons telles que définies par l'article 16 de la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées.
- **Avis positif** : autorisation délivrée par le Bourgmestre en vertu des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953.
- **Patente** : attestation du Bourgmestre certifiant de pouvoir vendre, offrir, ou laisser consommer des boissons spiritueuses dans un débit de boissons.
- **SIAMU** : service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.
- **Personnes habilitées** : personnes pouvant effectuer des contrôles en vue de faire respecter le présent Règlement, à savoir :
 - Fonctionnaires / Agents de police ;
 - Membres du SIAMU ;
 - Gardiens de la Paix ou autres agents communaux pouvant effectuer des constatations dans le cadre de la procédure concernant les sanctions administratives communales ;
 - Services de contrôle de la Commune (Police administrative, Urbanisme, Service Propreté et Espaces Verts, etc).
- **Nourriture standardisée** : nourriture préparée sur place ou non comme des repas simples, légers et rapides, salés ou sucrés, froids ou chauds.
- **Nourriture non-standardisée** : nourriture préparée sur place, généralement par un chef cuisinier.
- **Les cantines scolaires/crèches/réservées au personnel d'une entreprise, institutions publiques...** : Restauration collective assurée par un employeur, une institution ou toute forme d'organisation collective ayant prévu dans ses statuts un espace de restauration dédié à ses employés ou collaborateurs.
- **Ouverture d'un établissement HoReCa** : l'ouverture pour la première fois d'un établissement HoReCa sur les lieux.
- **Réouverture d'un établissement HoReCa** : l'ouverture, après une fermeture temporaire, par le même exploitant d'un établissement HoReCa qu'il avait soit déclaré, soit pour lequel il avait obtenu une autorisation d'exploiter.
- **Reprise d'un établissement HoReCa** : ouverture par un nouvel exploitant d'un établissement HoReCa ayant soit été déclaré par un autre exploitant, soit pour lequel une autorisation d'exploiter a été obtenue.
- **Renouvellement d'autorisation d'exploitation d'un établissement HoReCa** : nouvelle demande d'autorisation d'exploitation consécutive à l'arrivée à échéance d'une autorisation d'exploitation initialement délivrée par le Collège des Bourgmestre et Échevins pour une durée de 5 ans.
- **Changement d'exploitant** : le fait qu'au sein d'une société, d'une ASBL, s'opère une modification d'exploitant.

III. Obtention d'une autorisation d'exploitation d'un HoReCa

Article 3

§1 Tout établissement HoReCa situé sur le territoire de la Commune, que ce soit dans un lieu public ou privé, doit obtenir une autorisation d'exploitation officielle sans préjudice de l'obtention, le cas échéant, d'un permis d'urbanisme et/ou d'une déclaration ou d'un permis d'environnement ou toute autre autorisation requise par une législation ou réglementation non visée par le présent règlement.

§2 L'obtention d'une autorisation d'exploitation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Échevins est le préalable à l'exploitation d'un établissement HoReCa.

§3 L'apurement de tout arriéré de dettes fiscales et/ou non fiscales vis-à-vis de la Commune conditionne l'obtention de toute autorisation d'exploitation d'un établissement HoReCa.

§4 Cette autorisation d'exploitation doit être demandée dans les cas suivants :

- Ouverture, réouverture d'un établissement HoReCa (avec n° d'établissement propre) ;
- Renouvellement d'une autorisation d'exploitation d'un établissement HoReCa ;
- Reprise d'un établissement HoReCa (avec ou sans fermeture intermédiaire) dans le cadre d'une cession de fonds de commerce ;
- Changement d'exploitant, d'associé actif ;
- Changement de type et/ou de catégorie HoReCa ;

IV. Modalités de dépôt de la demande

Article 4

§1 Sans préjudice de l'obtention, le cas échéant, d'un permis d'urbanisme et/ou d'une déclaration ou d'un permis d'environnement ou toute autre autorisation requise par une législation ou réglementation non visée par le présent règlement, toute demande d'autorisation d'exploitation d'un établissement HoReCa ainsi que toute demande de renouvellement d'une autorisation d'exploitation existante doit être effectuée auprès du Service Commerces, par l'intermédiaire de la plateforme dédiée, ou, le cas échéant, auprès du Service sur rendez-vous.

§2 Seule une personne représentant valablement l'établissement HoReCa peut déposer une demande d'autorisation d'exploitation ou une demande de renouvellement d'autorisation d'exploitation existante.

§3 Pour toute demande d'autorisation d'exploitation d'un établissement HoReCa ainsi que pour toute demande de renouvellement d'une autorisation d'exploitation existante, une redevance fixée par le règlement sur les services librement demandés et la délivrance de documents administratifs doit au préalable être payée électroniquement sur le compte de la commune.

§4 Le type de demande déterminera les documents et formalités nécessaires (voir annexe 1).

V. Modalités d'instruction de la demande

Article 5

§1 Le Collège des Bourgmestre et Echevins se prononce sur la délivrance d'une autorisation d'exploitation préalable à l'ouverture de l'établissement HoReCa dès que le dossier administratif est complet c'est-à-dire rassemblant l'ensemble des documents repris sur l'annexe 1 ainsi que la preuve du paiement de la redevance visée à l'article 4 §4.

§2. La décision motivée du Collège des Bourgmestre et Echevins est notifiée (par le Service Commerces) à ou aux l'exploitant(s) de l'établissement HoReCa.

§3 Lorsque le dossier est incomplet, le Service Commerces adresse un avis de dossier incomplet à ou aux l'exploitant(s) de l'établissement HoReCa. Lorsque le dossier demeure incomplet 1 mois après le dépôt de la demande, le Service Commerces adresse un rappel à l'Etablissement Horeca avec une date limite de mise en ordre. Si ce dernier est incomplet plus de 4 mois (120 jours calendrier à dater du dépôt de la demande), la demande est considérée comme nulle et non avenue. Le ou les exploitants de l'établissement HoReCa en est/sont informé(s) par le Service Commerces.

§4 Pour prendre sa décision motivée, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut se fonder sur un avis des services de police, et un avis de la Cellule de la Police administrative portant sur les risques de trouble à l'ordre public, à la sécurité et au calme qu'un tel commerce peut engendrer et sur les éventuelles recommandations pour prévenir ces risques, ainsi que sur tout autre avis que le Collège des Bourgmestre et Echevins estime opportun.

§5 Le refus par le Collège des Bourgmestre et Echevins de délivrer l'autorisation d'exploitation ou de renouvellement ne donnera jamais lieu à un remboursement de la redevance fixée par le règlement sur les services librement demandés et la délivrance de documents administratifs.

VI. Durée de validité de l'autorisation d'exploitation

Article 6

§1 L'autorisation d'exploitation est délivrée à ou aux l'exploitant(s) de l'établissement HoReCa pour une durée de **5 ans**, sous la forme d'un titre incessible.

§2 Cette autorisation d'exploitation doit être renouvelée tous les 5 ans à l'initiative de ou des exploitant(s) de l'établissement HoReCa, au plus tard 3 mois avant la date d'échéance de l'autorisation d'exploitation initiale.

VII. Autorisations subséquentes

Article 7

Les autorisations suivantes, étant un accessoire de l'autorisation d'exploitation, prennent fin en même temps que l'autorisation d'exploitation.

- **Avis positif pour le débit de boissons fermentées**

Tout établissement Horeca qui souhaite vendre des boissons fermentées doit obtenir une autorisation intitulée « avis positif » de la part du Bourgmestre en vertu des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953.

- **Autorisation de patente pour le débit de boissons spiritueuses**

Tout établissement HoReCa qui souhaite vendre des boissons spiritueuses doit obtenir une autorisation intitulée « patente » de la part du Bourgmestre, conformément à la loi du 28 décembre 1983 sur la patente pour le débit de boissons spiritueuses.

- **Avis favorable destiné à la Commission des Jeux de Hasard**

Tout établissement Horeca qui souhaite mettre des jeux de hasard à disposition de sa clientèle doit obtenir une autorisation intitulée « avis favorable » du Bourgmestre, conformément à l'arrêté royal du 11 octobre 2018 portant modification de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C.

Afin de pouvoir introduire une demande, l'Etablissement Horeca doit fournir un certificat de moralité de ou des exploitant(s) ainsi que des associés actifs et, le cas échéant, préposés.

Lorsque l'établissement HoReCa en fait la demande, et pour autant qu'une attestation de conformité lui ait été accordée, la Cellule Horeca se charge de recueillir l'avis favorable du Bourgmestre. Dès réception de celui-ci, la Cellule Horeca le notifie par e-mail à l'Etablissement HoReCa, tout en l'invitant à le transmettre dans un délai de 2 mois maximum à la Commission des Jeux de Hasard.

- **Autorisation de terrasse**

Lorsqu'une autorisation d'exploitation est délivrée, l'Etablissement HoReCa peut également solliciter une autorisation de terrasse auprès des services de la Commune de Schaerbeek. Aucune autorisation de terrasse ne sera accordée à un Etablissement Horeca ne possédant pas d'autorisation d'exploitation.

- **Dérogation aux heures de fermeture**

Tout débit de boissons en possession d'une autorisation d'exploitation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, peut également introduire une dérogation aux heures de fermeture des débits de boissons dans le respect du Règlement de police relatif aux heures de fermeture des débits de boissons. Aucune dérogation aux heures de fermeture des débits de boissons ne sera accordée à un débit de boissons ne possédant pas d'autorisation d'exploitation.

VIII. Obligations à charge d'un établissement HoReCa disposant d'une autorisation d'exploitation

Article 8

§1 L'exploitant ou les exploitants d'un établissement HoReCa est/sont tenu(s) de notifier immédiatement au Service Commerces, les informations suivantes :

- tout changement d'adresse e-mail et de numéro de téléphone ;
- toute reprise de l'établissement dans le cadre d'une cession de fonds de commerce ;
- tout changement d'exploitant, d'associé actif et, le cas échéant, de préposé au sein de la société ;
- tout changement de destination urbanistique impliquant un changement d'utilisation commerciale ;
- tous travaux de modification effectués dans l'établissement qui seraient susceptibles d'être soumis à une autorisation préalable ;
- toute modification d'enseigne ;
- toute modification du contrat d'assurance responsabilité civile objective ;
- toutes organisations de fêtes et/ou de diffusion de son amplifié après minuit (moyennement selon le cas envisagé d'autorisation préalable).

§2 Tous les ans, l'exploitant ou les exploitants doit/doivent remettre, au Service Commerces les documents suivants :

- attestation de contrôle des extincteurs (matériel de lutte contre l'incendie) par un organisme agréé
- attestation de contrôle des installations électriques, fait par un organisme agréé

IX. Propreté publique, tranquillité publique et accessibilité

Article 9

§1 Tout établissement HoReCa doit veiller à maintenir les abords de son commerce dans un bon état de propreté. Tout dépôt de déchets sur la voie publique est interdit. L'établissement HoReCa s'assurera que l'espace public aux alentours de son établissement

ne soit pas sali et/ou souillé par ses clients, notamment en mettant à leur disposition, le cas échéant, des poubelles et cendriers en nombre suffisant.

§2 Tout établissement HoReCa doit avoir signé un contrat en bonne et due forme pour l'enlèvement de ses déchets commerciaux auprès d'un collecteur de déchets enregistré ou tout autre organisme agréé. L'établissement HoReCa veillera par ailleurs, en cas d'utilisation de conteneurs à déchets commerciaux, à ce que ceux-ci soient correctement identifiés et sortis sur la voie publique uniquement aux jours, heures et endroits spécifiés dans son contrat d'enlèvement.

§3 En cas de non-respect des paragraphes 1 et 2, la commune peut enrôler une taxe en application du Règlement-taxe sur la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci ainsi que sur les conteneurs à déchets commerciaux.

§4 Tout établissement HoReCa est tenu de respecter la tranquillité du voisinage et des passants. Le racolage ainsi que le tapage sont interdits.

§5 Tout établissement HoReCa doit respecter les horaires d'ouverture qu'il a déclarés et qui sont mentionnés dans son autorisation d'exploitation.

§6 Tout établissement HoReCa doit veiller à ce que ses installations et équipements n'entravent pas la circulation des personnes, en particulier celles en situation de handicap. Les objets tels que poubelles, étals et panneaux publicitaires doivent être installés conformément aux règles d'accessibilité et de sécurité des piétons, comme spécifié dans le Règlement de Police concernant l'occupation de l'espace public à des fins commerciales, et ne doivent en aucun cas constituer un obstacle pour les personnes à mobilité réduite. L'accès du commerce doit être garanti pour toute personne se présentant avec son chien d'assistance.

X. Autorisations spéciales pour l'organisation, dans l'établissement, d'occasions, d'évènements ou de festivités ainsi que d'occupations ponctuelles de l'espace public

Article 10

§ 1 Sauf autorisation du Bourgmestre, sont interdits, sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public visés par le présent règlement et disposant d'une autorisation d'exploitation, tous divertissements tels que fêtes, bals, exhibitions, spectacles, concerts, karaokés, expositions, barbecues, etc.

§ 2 Les demandes d'autorisation, motivées par des occasions, évènements ou festivités spécifiques et ponctuels, doivent être introduites par écrit, auprès du Bourgmestre (via un courriel adressé à l'adresse suivante bourgmestre@1030.be) au plus tard 30 jours avant la date de l'évènement.

XI. Modalités de contrôle

Article 11

§ 1 L'exploitant d'un établissement HoReCa est tenu d'accorder, en tout temps, le libre accès de son établissement aux personnes habilitées afin d'effectuer les contrôles de rigueur ;

§ 2 Sans préjudice des compétences des fonctionnaires et agents de police locaux et fédéraux, les personnes habilitées sont compétentes pour effectuer tout contrôle utile et procéder à toute constatation nécessaire d'infractions passibles d'une sanction administrative ;

§3 L'autorisation d'exploitation visée à l'article 3 doit être conservée dans l'établissement afin de pouvoir la présenter sur simple demande de toute personne habilitée ;

XII. Sanctions et mesures de police administrative

Article 12

§1 En cas d'infraction à l'une des dispositions précitées, une sanction administrative sera infligée conformément à la procédure définie par la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Les sanctions administratives communales suivantes sont prévues :

1. une amende administrative de maximum 500 euros ;
2. une suspension d'une autorisation ou permission délivrée par la commune ;
3. une abrogation administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune ;
4. une fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

§2 Toute infraction grave aux dispositions du présent règlement, en ce qu'elle constitue un danger pour la sécurité, la sûreté, la salubrité ou la tranquillité publique, pourra justifier une fermeture par arrêté du Bourgmestre, sur base de la Nouvelle loi communale.

XIII. Entrée en vigueur et dispositions transitoires

Article 13

§1 Le présent règlement entre en vigueur le 01 octobre 2025.

§2 Toute nouvelle demande, introduite après l'entrée en vigueur de ce règlement, sera évaluée selon les modalités prévues par celui-ci.

§3 Les établissements HoReCa qui disposent déjà, à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, d'un dossier HoReCa complet ou d'une autorisation d'exploitation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, se verront délivrer une autorisation d'exploitation d'une validité de 5 ans.

§4 Les autres établissements HoReCa devront régulariser leur situation au regard des modalités prévues par ce règlement au plus tard un an après sa date d'entrée en vigueur. Passé ce délai, les sanctions prévues à l'article 12 du présent règlement seront appliquées.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 25 juin 2025.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre,



Audrey HENRY

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 25 juni 2025****Voorwerp nr 32 van de agenda**

AANWEZIG: H. Hasan Koyuncu, Voorzitter van de Gemeenteraad; Mevr. Audrey Henry, Burgemeester; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; Mevr. Justine Harze, Schepene; HH. Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Schepenen; Mevr. Gudrun Willems, Schepene; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; H. Thomas Eraly, Schepen; H. Quentin Van Den Hove, Mevr. Angelina Chan, HH. Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Ibrahim Donmez, Sadik Koksal, Mevr. Leila Lahssaini, H. Yusuf Yildiz, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, H. Anton Schuurmans, Mevr. Farida Tahar, HH. Ufuk Narinc, Elias Ammi, Mevr. Barbara Trachte, Isabelle Durant, H. Ahmed El bargeragei, Mevr. Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, H. Yvan De beaufort, Mevr. Chloé Deguide, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, HH. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Done Sonmez, H. Emin Ozkara, Mevr. Ayse Yigit, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Reglement betreffende de uitbating van een horecazaak - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de Europese Dienstenrichtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt, met name op de artikelen 9 tot en met 15 betreffende de vrijheid van vestiging;

Gezien de ordonnantie van 19 mei 2011 tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet (hierna de "WG" genoemd), in het bijzonder op de artikelen 117 en 119, artikel 119 bis, artikel 123, artikel 133, artikel 134 ter, artikel 134 quater en artikel 135, § 2;

Gelet op de wettelijke bepalingen betreffende verkooppunten van gegiste dranken, gecoördineerd op 3 april 1953;

Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van branden en ontploffingen en de verplichte wettelijke aansprakelijkheidsverzekering in dergelijke omstandigheden;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de inrichtingen onderworpen aan hoofdstuk II van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en de verplichte burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering in deze omstandigheden;

Gelet op de omzendbrief van 3 maart 1992 betreffende het koninklijk besluit van 28 februari 1991 met betrekking tot de inrichtingen onderworpen aan hoofdstuk II van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en de verplichte burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering in dezelfde omstandigheden;

Gelet op de wet van 28 december 1983 betreffende de vergunning voor de verkoop van gedistilleerde dranken ;

Gelet op de wet van 7 januari 1998 betreffende de structuur en de tarieven van de accijns op alcohol en alcoholhoudende dranken;

Gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers;

Gezien de verordening van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 houdende gemeentelijke administratieve sancties, gewijzigd door de wet van 11 december 2023;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 januari 2006 tot vaststelling van de procedures voor de goedkeuringen, toelatingen en voorafgaande registraties uitgaande van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

Gelet op het ministerieel besluit van 8 augustus 2008 tot vaststelling van de specifieke procedures voor kennisgeving met het oog op registratie of een aanvraag tot toelating en/of goedkeuring aan het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

Gelet op de circulaire van 11 januari 2023 over goedkeuringen, toelatingen en voorafgaande registraties van het FAVV;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2002 betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 mei 2024 houdende bestemmingswijzigingen onderworpen aan een stedenbouwkundige vergunning;

Gelet op het decreet van 1st december 2016 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het afvalbeheer;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2020 tot waarborging van het beginsel van een enkele gegevensverzameling bij de werking van diensten en organen die onder de overheid ressorteren of die bepaalde taken voor de overheid uitvoeren, en tot vereenvoudiging en harmonisering van elektronische en papieren formulieren;

Gelet op het algemeen politiereglement dat de 19 gemeenten van Brussel gemeen hebben;

Gelet op de verordening tot vaststelling van de vergoedingen voor vrij aangevraagde diensten en de afgifte van administratieve documenten ;

Gelet op het belastingsreglement openbare zindelijkheid en zwerfvuil op of zichtbaar vanaf de openbare weg en plaatsen en betreffende commerciële afvalcontainers;

Gelet op de gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen;

Overwegende dat de HoReCa-sector aanleiding geeft tot incidenten die de volksgezondheid, rust, orde en veiligheid verstoren; dat dit Reglement daarom bedoeld is om het openbaar belang te beschermen;

Overwegende dat de bijzondere aard van de HoReCa-sector (toegankelijkheid voor het publiek en voedseldimensie) strenge eisen oplegt op het gebied van hygiëne en veiligheid; dat waarnemingen ter plaatse een gebrek aan kennis van deze eisen aantonen en een snel verloop van overnames zonder voorafgaande naleving;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben ervoor te zorgen dat de inwoners de voordelen van een goede ordehandhaving genieten, met name op het gebied van de openbare veiligheid; dat derhalve een evenwicht moet worden gevonden tussen de veiligheid van de gebruikers van de openbare weg (met inbegrip van voor het publiek toegankelijke plaatsen) en de ondernemingsvrijheid van de plaatselijke handelaren;

Overwegende dat de wetgeving inzake HoReCa op zijn zachtst gezegd ongelijksoortig is, met als gevolg dat veel exploitanten slecht op de hoogte zijn van hun rechten en plichten, waardoor het moeilijk is om deze regelgeving toe te passen; dat het daarom noodzakelijk is om een specifiek regelgevingskader te hebben voor de exploitatie van een HoReCa-bedrijf;

Overwegende dat het bijgevolg dringend noodzakelijk is de sector te professionaliseren; dat de voorwaarden voor het verkrijgen van een exploitatievergunning voor een HoReCa-inrichting, de verplichtingen waaraan de exploitanten moeten voldoen en de sancties die op gemeentelijk niveau van toepassing zijn, objectief en in een duidelijke tekst moeten worden vastgesteld; dat met betrekking tot deze exploitatievergunning alle HoReCa-inrichtingen zonder onderscheid kunnen worden gecontroleerd;

BESLUIT :

Het politiereglement inzake de werking van een HoReCa-inrichting aan te nemen en de tekst als volgt vast te stellen:

I. Doel van het Reglement

Artikel 1.

§1 Dit reglement heeft tot doel de administratieve regels vast te leggen voor de werking van een HoReCa-vestiging op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek.

§2 Het is verboden om een HoReCa-inrichting uit te baten zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen. Bevoegde personen zijn verantwoordelijk voor de handhaving van dit verbod.

§3 Zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van dit Reglement :

- Incidentele proeverijen;
- Rondreizende winkels;
- Schoolkantines en crèches;
- Kantines en restaurants die uitsluitend bestemd zijn voor het personeel van een bedrijf of een openbare instelling (niet-limitatieve voorbeelden: ziekenhuizen, rusthuizen, enz.);
- Toeristische accommodatie waar catering uitsluitend is voorbehouden aan klanten die in het etablissement verblijven.

II. Definities

Artikel 2

De volgende definities zijn van toepassing :

- **Exploitatievergunning HoReCa:** vergunning om een HoReCa-inrichting te exploiteren afgegeven door het College van Burgemeester en Schepenen, zonder afbreuk te doen aan het verkrijgen van een voorafgaande stedenbouwkundige vergunning en/of een verklaring of een milieuvergunning of elke andere vergunning vereist door de wet- of regelgeving die niet onder deze regelgeving valt.
- **HoReCa-inrichting:** voor het publiek toegankelijke inrichting met als hoofd- of neven doel de bereiding en het ter beschikking stellen aan het publiek van voedingsmiddelen (gestandaardiseerde of niet-gestandaardiseerde voedingsmiddelen) en/of dranken (alcoholische of niet-alcoholische) van welke aard ook, om ter plaatse te worden geconsumeerd of om mee te nemen (niet-limitatieve voorbeelden: restaurant, café, winkel waar voedingsmiddelen of dranken ter plaatse kunnen worden gekocht, frietkraam, toeristische accommodatie met voor het publiek toegankelijke catering, enz)
- **Horecagelegenheden** kunnen worden onderverdeeld in verschillende categorieën die hieronder worden gedefinieerd:
 - Categorie restaurant/brasserie/taverne: etablissement waar niet-gestandaardiseerd voedsel wordt geserveerd dat ter plekke wordt bereid, meestal door een chef-kok. Het restaurant heeft een volledig uitgeruste keuken en een eetzaal met tafels en stoelen.
 - Snackcategorie (met of zonder de mogelijkheid van consumptie ter plaatse): etablissement waar gestandaardiseerd voedsel wordt geserveerd dat al dan niet ter plaatse is bereid, eenvoudige, lichte en snelle maaltijden (van het Engelse "snack" = "tussendoortje"), hartig of zoet, koud of warm, om mee te nemen of om ter plaatse te nuttigen. Het criterium van consumptie ter plaatse is niet doorslaggevend (bv. pitta-dürüm snack, hotdog, broodjeszaak, verkoop van ijs of wafels, enz.).
 - Categorie frituur (met of zonder de mogelijkheid van consumptie ter plaatse): inrichting waarvan de hoofdactiviteit bestaat uit het frituren van diverse voedingsmiddelen (bijv. frieten, frikadellen, enz.) voor onmiddellijke consumptie door de klant.
 - Categorie drankgelegenheden/bar/café: etablissementen die voornamelijk drank serveren (alcoholisch of niet-alcoholisch: bier, wijn, sterke drank, frisdrank, etc.) en af en toe koude snacks of bijgerechten.
- **HoReCa als nevenactiviteit:** een bedrijf waar het mogelijk is om dranken en/of etenswaren te nuttigen in het pand, op voorwaarde dat dit gebruik ondergeschikt is aan de hoofdactiviteit, dat het een kleiner vloeroppervlak inneemt dan de hoofdactiviteit en dat de openingstijden van het bedrijf niet langer duren dan 20.00 uur. De HoReCa-activiteit wordt hier beschouwd als een nevenactiviteit van de hoofdactiviteit, zodat wanneer de hoofdactiviteit eindigt, de HoReCa-exploitatievergunning automatisch vervalt.
- **Tijdelijke HoReCa:** HoReCa-inrichting die een ruimte biedt voor het nuttigen van drank en/of voedsel op het terrein en die slechts voor een bepaalde periode open is (pop-up store-stijl).
- **Gelegenheidsproeverij:** verkoop of uitreiking van voedsel en/of drank niet meer dan 12 keer per jaar en gedurende maximaal 2 opeenvolgende dagen door een bepaalde kring, bedrijf of vereniging, met uitzondering van handelsvennootschappen en feitelijke verenigingen met winst oogmerk; de verkoop of gratis uitreiking van voedsel en/of drank op tentoonstellingen of evenementen, voor de volledige duur van de tentoonstelling of het evenement, ongeacht de status van de exploitant.
- **Consumptie ter plaatse:** consumptie door klanten op de commercieel exploitatieerbare oppervlakte van de HoReCa-inrichting (binnen en/of terras).
- **Toeristische accommodatie:** accommodatie die regelmatig of incidenteel voor een of meer nachten tegen betaling wordt aangeboden aan toeristen of bezoekers.
- **Ambulante handel:** verkoop, verkoopaanbieding of uitstalling met het oog op de verkoop van producten en diensten aan de consument, door een handelaar, uitgevoerd buiten zijn vestiging vermeld in zijn registratie bij de Kruispuntbank van Ondernemingen (BCE), of door een persoon die niet over een dergelijke vestiging beschikt (niet-exhaustieve voorbeelden: markten, rommelmarkten, foodtrucks, enz.)
- **Uitbater:** elke persoon die gemachtigd is voor het dagelijks beheer van de zaak, die zijn bevoegdheden collegiaal, gezamenlijk of individueel uitoefent, hetzij: de bestuurder(s) als het een vennootschap betreft ; de bestuurder(s), de

voorzitter, de directeur, de secretaris of de penningmeester als het een VZW betreft ; de betrokken persoon als de activiteit door een natuurlijke persoon wordt uitgeoefend.

- **Eigenaar:** natuurlijke of rechtspersoon die eigenaar is van het pand waarin de HoReCa-activiteit wordt uitgeoefend.
- **Gefermenteerde dranken:** dranken zoals gedefinieerd in de artikelen 4, 8 en 11 van de wet van 7 januari 1998 betreffende de structuur en de tarieven van de accijns op alcohol en alcoholhoudende dranken.
- **Gedistilleerde dranken:** dranken zoals gedefinieerd in artikel 16 van de wet van 7 januari 1998 betreffende de structuur en de tarieven van de accijns op alcohol en alcoholhoudende dranken.
- **Positief advies:** vergunning afgegeven door de burgemeester krachtens de wettelijke bepalingen betreffende verkooppunten van gegiste dranken, gecoördineerd op 3 april 1953.
- **Vergunning:** attest van de burgemeester dat je sterke drank mag verkopen, aanbieden of consumptie van sterke drank mag toestaan in een drankgelegenheden.
- **DBDMH:** Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp.
- **Bevoegde personen:** personen die controles kunnen uitvoeren om ervoor te zorgen dat deze verordeningen worden nageleefd, namelijk:
 - Ambtenaren / Politieagenten ;
 - DBDMH ;
 - Gemeenschapswachten of ander gemeentepersoneel die vaststellingen kunnen maken als onderdeel van de procedure voor gemeentelijke administratieve sancties;
 - De toezichthoudende diensten van de gemeente (administratieve politie, stedenbouw, dienst reiniging en groene ruimten, enz.) ;
- **Gestandaardiseerd voedsel:** voedsel al dan niet ter plaatse bereid, zoals eenvoudige, lichte en snelle maaltijden, zout of zoet, koud of warm.
- **Niet-gestandaardiseerd voedsel:** voedsel dat ter plekke wordt bereid, meestal door een chef-kok.
- **Schoolkantines/crèches/gereserveerd voor het personeel van een bedrijf, openbare instellingen, enz.:** Collectieve catering verzorgd door een werkgever, een instelling of een andere vorm van collectieve organisatie die in haar statuten heeft voorzien in een cateringruimte voor haar werknemers of medewerkers.
- **Opening van een HoReCa vestiging:** de eerste opening van een HoReCa vestiging op het terrein.
- **Heropening van een HoReCa-inrichting:** de opening, na een tijdelijke sluiting, door dezelfde exploitant van een HoReCa-inrichting die hij had aangegeven of waarvoor hij een exploitatievergunning had gekregen.
- **Overname van een HoReCa-inrichting:** opening door een nieuwe exploitant van een HoReCa-inrichting die door een andere exploitant is aangegeven of waarvoor een exploitatievergunning is verkregen.
- **Verlenging van een exploitatievergunning voor een HoReCa-inrichting:** nieuwe aanvraag voor een exploitatievergunning na het verstrijken van een exploitatievergunning die aanvankelijk door het College van Burgemeester en Schepenen voor een periode van 5 jaar is verleend.
- **Wijziging van uitbater:** het feit dat binnen een vennootschap, een VZW, een verandering van uitbater plaatsvindt.

III. Een exploitatievergunning voor HoReCa verkrijgen

Artikel 3

§1 Elke HoReCa-inrichting die zich op het grondgebied van de gemeente bevindt, in een openbare of private ruimte, moet een officiële exploitatievergunning verkrijgen, onverminderd, in voorkomend geval, het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning en/of een milieuverklaring of -vergunning of elke andere vergunning die vereist is door de wet- of regelgeving die niet onder dit reglement valt.

§2 Het verkrijgen van een exploitatievergunning afgegeven door het College van Burgemeester en Schepenen is een voorwaarde voor het exploiteren van een HoReCa-inrichting.

§3 De vereffening van alle uitstaande fiscale en/of niet-fiscale schulden aan de gemeente is een voorwaarde voor het verkrijgen van een exploitatievergunning voor een HoReCa-vestiging.

§4 Deze exploitatievergunning moet worden aangevraagd in de volgende gevallen :

- Opening, heropening van een HoReCa-inrichting (met eigen vestigingsnummer);
- Verlenging van een exploitatievergunning voor een HoReCa-inrichting;
- Overname van een HoReCa vestiging (met of zonder tussentijdse sluiting) als onderdeel van een bedrijfsoverdracht;
- Verandering van exploitant, werkend vennoot;
- Verandering van HoReCa type en/of categorie;

IV. Hoe aanmelden

Artikel 4

§1 Onverminderd het verkrijgen, indien van toepassing, van een stedenbouwkundige vergunning en/of een milieuverklaring of -vergunning of enige andere vergunning vereist door wet- of regelgeving die niet onder deze regels valt , moet elke aanvraag voor een vergunning een HoReCa-inrichting te exploiteren en elke aanvraag om een bestaande exploitatievergunning te verlengen, worden ingediend bij de Dienst Handel, via het specifieke platform, of, indien van toepassing, bij de dienst op afspraak.

§2 Alleen een persoon die de HoReCa-inrichting rechtsgeldig vertegenwoordigt, mag een aanvraag voor een exploitatievergunning of een aanvraag tot verlenging van een bestaande exploitatievergunning indienen.

§3 Voor alle aanvragen voor een vergunning om een HoReCa-inrichting te exploiteren en voor alle aanvragen om een bestaande exploitatievergunning te verlengen, moet eerst elektronisch op de rekening van de gemeente een vergoeding worden betaald die is vastgesteld in de verordening betreffende vrij gevraagde diensten en de afgifte van administratieve documenten.

§4 Het type aanvraag bepaalt welke documenten en formaliteiten vereist zijn (zie bijlage 1).

V. Aanvraagprocedures

Artikel 5

§1 Het College van Burgemeester en Schepenen beslist over de aflevering van een exploitatievergunning vóór de opening van de HoReCa-inrichting zodra het administratief dossier volledig is, d.w.z. het bevat alle documenten opgesomd in bijlage 1 alsook het bewijs van betaling van de retributie bedoeld in artikel 4, §4.

§2 De gemotiveerde beslissing van het college van burgemeester en schepenen wordt (door de dienst Handel) meegedeeld aan de uitbater(s) van de HoReCa-inrichting.

§3 Als het dossier onvolledig is, stuurt de dienst Handel een kennisgeving van onvolledig dossier naar de uitbater(s) van de HoReCa-inrichting. Als het dossier onvolledig blijft 1 maand nadat de aanvraag werd ingediend, stuurt de Dienst Handel een herinnering naar de HoReCa-inrichting met een termijn om het dossier in orde te brengen. Als de aanvraag meer dan 4 maanden (120 kalenderdagen vanaf de datum van indiening) onvolledig is, wordt de aanvraag als nietig beschouwd. De uitbater(s) van de HoReCa vestiging zullen op de hoogte worden gebracht door de Dienst Handel.

§4 Om zijn gemotiveerde beslissing te nemen, kan het College van Burgemeester en Schepenen zich baseren op een advies van de politiediensten en een advies van de Administratieve Politie-eenheid betreffende de risico's van verstoring van de openbare orde, veiligheid en rust die een dergelijk bedrijf kan veroorzaken en eventuele aanbevelingen om deze risico's te voorkomen, evenals elk ander advies dat het College van Burgemeester en Schepenen opportuun acht.

§5 De weigering van het College van Burgemeester en Schepenen om een exploitatievergunning of een hernieuwingsvergunning af te leveren geeft nooit aanleiding tot de terugbetaling van de vergoeding die is vastgelegd in het reglement betreffende de vrij gevraagde diensten en de afgifte van administratieve documenten.

VI. Geldigheidsduur van de exploitatievergunning

Artikel 6

§1 De exploitatievergunning wordt afgegeven aan de uitbater(s) van de HoReCa-inrichting voor een periode van **5 jaar, in** de vorm van een niet-overdraagbare titel.

§2 Deze exploitatievergunning moet om de 5 jaar worden vernieuwd op initiatief van de uitbater(s) van de HoReCa-inrichting, uiterlijk 3 maanden voor de vervaldatum van de oorspronkelijke exploitatievergunning.

VII. Latere toelatingen

Artikel 7

De volgende licenties, die accessoir zijn aan de exploitatievergunning, verlopen op hetzelfde moment als de exploitatievergunning.

- **Positief advies voor gefermenteerde dranken**

Elke horecagelegenheid die gegiste dranken wil verkopen, moet een "positief advies" krijgen van de burgemeester in overeenstemming met de wettelijke bepalingen voor verkooppunten van gegiste dranken, gecoördineerd op 3 april 1953.

- **Vergunning voor de verkoop van gedistilleerde dranken**

Elke HoReCa-inrichting die gedistilleerde dranken wil verkopen, moet een vergunning krijgen van de burgemeester, in overeenstemming met de wet van 28 december 1983 betreffende vergunningen voor de verkoop van gedistilleerde dranken.

- **Een gunstig advies voor de Kansspelcommissie**

Elke horecazaak die kansspelen wil aanbieden aan zijn klanten moet een vergunning "gunstig advies" bekomen van de burgemeester, overeenkomstig het Koninklijk Besluit van 11 oktober 2018 tot wijziging van het Koninklijk Besluit van 22 december 2000 betreffende de exploitatie en het beheer van kansspelinrichtingen klasse III, de aanvraagprocedures en de vorm van de vergunning klasse C.

Om een aanvraag te kunnen indienen, moet de horeca-inrichting een verklaring van goed gedrag overleggen voor de uitbater(s), werkend vennoot, indien van toepassing, werknemers.

Indien de horeca-instelling daarom verzoekt en op voorwaarde dat zij een conformiteitsattest heeft ontvangen, is de Eenheid Horeca verantwoordelijk voor het verkrijgen van het gunstig advies van de Burgemeester. Zodra de Eenheid Horeca dit ontvangt, brengt de Eenheid Horeca de horeca-inrichting hiervan per e-mail op de hoogte, met het verzoek dit binnen een termijn van maximaal 2 maanden aan de Kansspelcommissie over te maken.

- **Terrasvergunning**

Wanneer een exploitatievergunning is afgeleverd, kan de HoReCa-inrichting ook een terrasvergunning aanvragen bij de gemeente Schaarbeek. Er zal geen terrasvergunning worden toegekend aan een horeca-inrichting die niet over een exploitatievergunning beschikt.

- **Uitzonderingen op sluitingstijden**

Elke drankgelegheid die in het bezit is van een exploitatievergunning afgeleverd door het College van Burgemeester en Schepenen kan ook een afwijking van de sluitingstijden voor drankgelegheden aanvragen, in overeenstemming met het politiereglement betreffende de sluitingstijden voor drankgelegheden. Geen enkele afwijking van de sluitingstijden van drankgelegheden zal worden toegestaan aan een drankgelegheid die niet over een exploitatievergunning beschikt.

VIII. Verplichtingen van een HoReCa-inrichting met een exploitatievergunning

Artikel 8

§1 De uitbater(s) van een HoReCa-inrichting is/zijn verplicht om de commerciële afdeling onmiddellijk op de hoogte te brengen van de volgende informatie:

- elke wijziging van e-mailadres of telefoonnummer;
- elke overname van de vestiging als onderdeel van een bedrijfsverkoop;
- elke verandering van uitbater, werkend vennoot en, indien van toepassing, werknemer binnen het bedrijf;
- elke verandering van gebruik die een verandering van commercieel gebruik met zich meebrengt;
- alle verbouwingswerkzaamheden die in de gebouwen worden uitgevoerd en waarvoor voorafgaande toestemming vereist is;
- elke wijziging aan een teken ;
- elke wijziging van de verzekeringsovereenkomst voor objectieve aansprakelijkheid ;
- het organiseren van feesten en/of het uitzenden van versterkt geluid na middernacht (afhankelijk van het geval met voorafgaande toestemming).

§2 Elk jaar moet(en) de uitbater(s) de volgende documenten indienen bij de commerciële dienst:

- certificaat van keuring van brandblussers (brandblusapparatuur) door een erkende instantie
- certificaat van keuring van elektrische installaties door een erkende instantie

IX. Openbare netheid, openbare rust en toegankelijkheid

Artikel 9

§1 Alle HoReCa-inrichtingen moeten ervoor zorgen dat hun gebouwen schoon worden gehouden. Het deponeren van afval op de openbare weg is verboden. De HoReCa-inrichting moet ervoor zorgen dat de openbare ruimte in de omgeving van zijn inrichting niet wordt bevuild en/of vervuild door zijn klanten, met name door hen, waar nodig, te voorzien van een voldoende aantal afvalbakken en

asbakken.

§2 Elk HoReCa-bedrijf moet een deugdelijk contract hebben getekend voor de verwijdering van zijn bedrijfsafval met een geregistreerde afvalinzamelaar of een andere erkende instantie. Het HoReCa-bedrijf zorgt er ook voor dat, waar commerciële afvalcontainers worden gebruikt, deze correct worden geïdentificeerd en alleen op de openbare weg worden gezet op de dagen, tijden en locaties die zijn gespecificeerd in het afvalinzamelingscontract.

§3 In geval van niet-naleving van de leden 1 en 2 kan de gemeente een heffing opleggen overeenkomstig de verordening inzake heffingen voor openbare onreinheid en handelingen die verontreiniging veroorzaken op de openbare weg en plaatsen of plaatsen die vanaf deze zichtbaar zijn, alsmede op commerciële afvalcontainers.

§4 Alle HoReCa-inrichtingen moeten de rust en stilte van hun burens en voorbijgangers respecteren. Het "werven" en lawaai zijn verboden.

§5 Alle HoReCa-inrichtingen moeten de openingstijden respecteren die zij hebben aangegeven en die worden vermeld in hun exploitatievergunning.

§6 Alle HoReCa-inrichtingen moeten ervoor zorgen dat hun installaties en apparatuur de bewegingsvrijheid van personen niet belemmeren, in het bijzonder van personen met een handicap. Objecten zoals afvalbakken, kraampjes en reclamepanelen moeten worden geïnstalleerd in overeenstemming met de regels voor toegankelijkheid en voetgangersveiligheid, zoals gespecificeerd in het politiereglement betreffende het gebruik van de openbare ruimte voor commerciële doeleinden, en mogen in geen geval een obstakel vormen voor personen met beperkte mobiliteit. De toegang tot de zaak moet gegarandeerd zijn voor iedereen die een hulphond meeneemt.

X. Speciale vergunningen voor het organiseren van gelegenheden, evenementen of festiviteiten op het terrein en voor incidenteel gebruik van de openbare ruimte

Artikel 10

§ 1 Behoudens toelating van de burgemeester zijn alle vormen van vermaak zoals feesten, bals, tentoonstellingen, shows, concerten, karaoke, tentoonstellingen, barbecues, enz. verboden op de openbare weg en op plaatsen die toegankelijk zijn voor het publiek en die onder dit reglement vallen en waarvoor een exploitatievergunning werd verleend.

§ 2 Vergunningsaanvragen voor specifieke, eenmalige gelegenheden, evenementen of festiviteiten moeten uiterlijk 30 dagen voor de datum van het evenement schriftelijk worden ingediend bij de burgemeester (via e-mail naar bourgmestre@1030.be).

XI. Controleprocedures

Artikel 11

§ 1 De exploitant van een HoReCa-inrichting is verplicht te allen tijde vrije toegang tot zijn inrichting te verlenen aan bevoegde personen om de vereiste controles uit te voeren.

§ 2 Onverminderd de bevoegdheden van de agenten en ambtenaren van de lokale en federale politie zijn de gemachtigde personen bevoegd om alle nuttige controles uit te voeren en de nodige vaststellingen te doen met betrekking tot overtredingen die met een administratieve sanctie worden bestraft.

§3 De in artikel 3 bedoelde exploitatievergunning moet in de inrichting worden bewaard zodat zij op verzoek van elke bevoegde persoon kan worden getoond.

XII. Sancties en administratieve politimaatregelen

Artikel 12

§1 In geval van een inbreuk op een van de bovenstaande bepalingen wordt een administratieve sanctie opgelegd volgens de procedure bepaald in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

De volgende gemeentelijke administratieve sancties zijn voorzien:

1. een administratieve boete van maximaal 500 euro;
2. schorsing van een door het gemeentebestuur afgeleverde vergunning of licentie;
3. administratieve intrekking van een door het gemeentebestuur afgeleverde vergunning of licentie;
4. tijdelijke of permanente administratieve sluiting van een inrichting;

§2 Elke ernstige overtreding van de bepalingen van dit reglement, in die zin dat ze een gevaar vormt voor de veiligheid, de beveiliging, de gezondheid of de openbare rust, kan sluiting rechtvaardigen op bevel van de burgemeester, op basis van de Nieuwe Gemeentewet.

XIII. Inwerkingtreding en overgangsbepalingen

Artikel 13

§1 Deze verordeningen treden in werking op 01 oktober 2025.

§2 Elke nieuwe aanvraag die wordt ingediend na de inwerkingtreding van dit reglement wordt beoordeeld volgens de in dit reglement beschreven procedures.

§3 HoReCa-inrichtingen die op de datum van inwerkingtreding van dit reglement reeds beschikken over een volledig HoReCa-dossier of een exploitatievergunning afgeleverd door het College van Burgemeester en Schepenen, krijgen een exploitatievergunning met een geldigheidsduur van 5 jaar.

§4 De andere HoReCa-inrichtingen moeten uiterlijk één jaar na de datum van inwerkingtreding hun situatie regulariseren met betrekking tot de in deze verordeningen vastgestelde voorwaarden. Na deze termijn zijn de sancties van artikel 12 van deze voorschriften van toepassing.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 25 juni 2025.

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

David NEUPREZ



Audrey HENRY